

FLASH D'EUROPE

DE LA MAISON DE L'EUROPE DE RENNES ET HAUTE BRETAGNE
CENTRE D'INFORMATION EUROPE DIRECT



Maison de l'Europe
Rennes - Haute Bretagne



EUROPE DIRECT
Rennes - Bretagne

LETTRE D'INFORMATION MENSUELLE • Juin 2022



Conférence sur l'avenir de l'Europe

RAPPORT SUR LES RÉSULTATS FINAUX

mai 2022



L'avenir est
entre vos mains



Conférence
sur l'avenir
de l'Europe

Conférence sur l'avenir de l'Europe : clap de fin avant la Saison 2 ?

Le 9 mai, le [rapport final issu de la Conférence sur l'Avenir de l'Europe](#) a été remis à Strasbourg aux trois présidents des instances européennes : Parlement, Commission et Conseil de l'Union.

Il conclut une année de travaux et de contributions dans les 27 pays de l'UE auxquels ont participé plus de 50.000 européens, avec la réunion de nombreux panels régionaux, dont un tenu à Rennes le 26 septembre 2021.

Et il se traduit très concrètement par **49 propositions regroupant 325 mesures sur 9 thématiques** ! Il y a donc du grain à moudre... les sujets abordés permettront de faire avancer notre Union européenne plus vite et plus loin, en phase avec les citoyens.

Bien sûr, le point majeur et le principal défi pour nous tous est constitué par le changement climatique, avec ce qu'il nécessitera comme évolutions dans nos modes de fonctionnement, tant producteurs que consommateurs.

Mais aussi, les principaux actes concrets proposés impacteront nécessairement la gouvernance de notre Europe. Par exemple :

La fin du droit de veto, dont on sait qu'il est un facteur de ralentissement considérable dans les prises de décision ; de même l'extension des décisions à la majorité qualifiée, ou bien le partage de compétences, par exemple dans

le domaine de la santé.

Le droit d'initiative du Parlement sur les lois européennes (aujourd'hui dévolu à la Commission).

Et pour les citoyens européens : la possibilité de référendums à l'échelle européenne, et le droit de vote à 16 ans.

Globalement, des questions très politiques, accroissant le caractère démocratique du fonctionnement des institutions européennes.

Mais on le sait bien : une chose est d'établir un diagnostic et de faire des propositions, une autre est de les mettre en application. Or pour avancer ici, il va être nécessaire de réviser les traités européens. Pour ce faire, chaque pays va devoir décider par la consultation directe ou la voie parlementaire. Quel que soit le mode choisi, il faut avoir conscience que ces réflexions citoyennes sont toutes marquées au coin du bon sens, et que nous avons intérêt à les mettre en œuvre.

Selon ce que nous-mêmes et nos dirigeants déciderons, ou bien nous en resterons à ce clap de fin constitué d'un excellent rapport, ou bien nous entamerons une saison 2 qui sera riche en évolutions positives au bénéfice de tous.

Soyons ensemble plus forts, d'autant plus au moment où d'autres dangers nous menacent !

À suivre... !

Michel Dorin
Président

Les temps forts de l'UE



La Croatie prête à adopter l'euro dès le 1er janvier prochain

Nous estimons que la Croatie remplit aujourd'hui toutes les conditions exigées pour adopter l'euro.

Au 1er janvier 2023, la Croatie pourrait ainsi devenir le 20ème pays de la zone euro, 10 ans à peine après avoir rejoint l'UE.

Le parlement Croate a adopté vendredi 13 mai dernier la loi pour remplacer la devise nationale, la kuna, par la monnaie unique, avec 117 voix en faveur, 13 contre et une abstention.

[En savoir +](#)



Accord conclu pour le chargeur universel

Les États membres & le Parlement européen viennent de s'accorder en principe sur un chargeur universel commun en Europe qui devrait arriver à l'automne 2024 pour les appareils électroniques.

L'USB-C sera le port de charge standard pour tous les **nouveaux smartphones & tablettes** placés sur le marché européen !

Ce port de charge universel s'appliquera à une large gamme de produits, y compris : - **les ordinateurs portables**

- les enceintes portatives
- les souris
- les claviers
- les casques hi-fi
- les appareils photo numériques
- les consoles de jeu portatives

[Lire l'article](#)

L'EUROPE EN FRANCE



PIERRE LOAËC PREND LA TÊTE DU BUREAU RÉGIONAL DE MARSEILLE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

Le 1er juin dernier, **Pierre LOAËC** a pris ses fonctions à la Commission européenne en tant que nouveau chef du bureau régional à Marseille.

La Commission européenne dispose de représentations dans toutes les capitales des vingt-sept États membres de l'Union européenne ainsi que des bureaux régionaux à Barcelone, Bonn, Milan, Munich, Wrocław et donc Marseille.

Les chefs de représentation sont nommés par la présidente de la Commission européenne et agissent comme ses représentants politiques dans l'État membre dans lequel ils sont détachés.

Pour connaître le parcours de Pierre LOAËC



SIMULATION EXCEPTIONNELLE DU CONSEIL DE L'UE (PACTE VERT)

Mardi 7 juin 2022, afin de découvrir les dessous du Conseil de l'Union européenne, **29 jeunes de France métropolitaine et des Outre-Mer** ont endossé le rôle d'un ministre, de la Commission ou du Parlement européen autour de la thématique du climat.

C'est un exercice grandeur nature de démocratie active qui s'est réalisé au Ministère de la Transition écologique.

Débats sur les articles de la recommandation, sur le mécanisme "Just", le mix énergétique, l'industrie automobile et la conditionnalité "verte" du plan de relance...

Ce sont Johan et Lou du lycée du Léon à Landivisiau (Finistère) qui ont représenté la Région Bretagne.

Lire l'article



L'UE investira 18,4 milliards d'euros en France jusqu'en 2027 au titre de sa politique de cohésion. Ce nouvel accord de partenariat UE - France luttera contre les disparités régionales & accompagnera le pays dans ses transitions verte [] & numérique [].

[En savoir +](#)



Mardi 14 juin, plus de 75 personnes ont assisté à la conférence d'**Alexandra GOUJON** autour de son livre intitulé 'l'Ukraine : de l'indépendance à la guerre' qui se déroulait à l'Espace Ouest-France de Rennes.



Nouvelle génération Europe Direct 2021 - 2025

La Commission européenne a invité ses 433 centres Europe Direct à Milan pour participer du 30 mai au 2 juin 2022 à la réunion plénière annuelle du réseau Europe Direct. C'est Magali POTIER, directrice de l'association qui a participé à ces 3 jours dont l'objectif était de s'informer, d'échanger et de façonner ensemble de nouvelles actions de terrain sur l'Union européenne.



Maen Roch : une journée aux couleurs de l'Europe !

Vendredi 3 juin, la commune a organisé la Journée européenne avec différents temps forts.

Toute la matinée, dans les deux collèges de Maen Roch (privé et public), Magali et Vanessa, les deux animatrices de la Maison de l'Europe de Rennes ont réalisé en simultané 3 interventions auprès de 7 classes de 3e.

Ces mêmes élèves ont ensuite participé à une rencontre où sont intervenus **Thomas JANVIER**, Maire de Maen Roch, **Joseph MÉNARD**, Vice-Président de la Maison de l'Europe de Rennes pour la partie introduction puis, **Marie-Pierre VEDRENNE** et **Pierre KARLESKIND**, deux Députés européens pour le temps d'échange autour de divers sujets : le brexit, la défense, la guerre en Ukraine, leur rôle en tant qu'Eurodéputés, le fonctionnement du Parlement européen...



Dernière animation de l'année !

Pour cette fin d'année scolaire 2021/2022, la Maison de l'Europe a animé un **quizz auprès des élèves** de 1ière spécialité Histoire et Science politique au lycée de l'Assomption.

C'est la deuxième fois que l'association intervient auprès de cette classe puisqu'elle a déjà initié les jeunes au fonctionnement de l'Union européenne avec une **simulation parlementaire sur le thème des "fake news"**.

Pour construire ce temps d'échanges et de jeu avec les élèves, nous avons consulté la page internet de l'Union européenne consacrée à la [lutte contre la désinformation](#).



Présentation et échanges de l'Union européenne auprès des seniors

C'est au Palais des Congrès de Pontivy que **Michel Dorin** (Président) et **Patrick Twidle** (Vice-Président) ont réalisé un temps d'échange,

mardi 7 juin 2022, avec une soixantaine de membres de l'Université du Temps Libre. Durant 2h, ils ont abordé divers sujets en lien avec la conférence sur l'avenir de l'Europe et la Présidence Française du Conseil de l'UE.

Revue de presse : [Le Télégramme de Pontivy](#)



Avant les congés d'été, la Maison de l'Europe de Rennes et Haute Bretagne a le plaisir d'accueillir **Alice** et **Aymeric** en stage pendant plus d'un mois.

Tous les deux portent un fort intérêt pour les questions européennes et ont le goût du voyage ... notamment dans l'UE ! Ils vont travailler avec l'équipe sur la stratégie de communication de l'association et l'organisation des débats qui seront proposés dès la rentrée prochaine.

Nous leur souhaitons la bienvenue !



ALICE

- Stage (1 mois)
- Dans le cadre de sa première année à Sciences Po Lille
- Voyage depuis très jeune au sein de l'Union européenne, notamment en Allemagne

Maison de l'Europe Rennes - Haute Bretagne EUROPE DIRECT



AYMERIC

- Stage (1 mois)
- Dans le cadre d'un Master à Sciences Po Rennes
- A la suite d'un stage de 4 mois au Danemark et d'un Erasmus de 4 mois en Ecosse

Maison de l'Europe Rennes - Haute Bretagne EUROPE DIRECT

Le

média

du
mois

Véronique Auger :

Présentatrice de l'émission « [Avenue de l'Europe](#) » sur France 3 jusqu'en 2019, Véronique Auger a consacré la majeure partie de sa carrière journalistique à l'Europe. Aujourd'hui, elle lui accorde toujours la plupart de son temps à travers ses engagements dans plusieurs associations journalistiques et culturelles.

On associe spontanément votre nom à l'émission « Avenue de l'Europe » sur France 3. Était-ce votre première initiative sur l'Europe ?

Non. La première émission sur l'Europe que nous avons lancée sur France 3 date de 2001. Elle s'appelait « 6.56 ». Il s'agissait, comme son nom l'indiquait, d'aider les Français à passer à l'euro (la parité de l'euro était de 6,55957 francs, ndlr) pendant 6 minutes 56, en prime time, après le 19-20. Puis en 2004, elle est passée à 8 minutes, s'est appelée « Génération Europe » et proposait trois petits reportages : le premier se demandait que pouvait nous apporter, à nous Français, tel pays européen, le deuxième nous invitait à voir ce que nous pouvions, à notre tour, lui apporter et le troisième faisait le lien entre eux et nous. Toujours en 2004, le 1er mai précisément, nous avons fait une émission exceptionnelle de deux heures à l'occasion de l'arrivée des dix nouveaux membres de l'Union, dont huit étaient des ex-pays de l'Est avec Jacques Delors pour invité. Ensuite, il y a eu « Champion d'Europe » puis « Champion d'Europe en régions », où, sur un sujet qui intéressait les Français, on présentait le pays champion de l'Union et celui qui s'en sortait le moins bien. Enfin, en 2006, nous avons lancé « Avenue de l'Europe » pour permettre aux téléspectateurs d'améliorer leurs connaissances sur l'Europe et ses membres.

Cette nouvelle formule va gagner en durée mais ne sera plus programmée en prime time, pour quelles raisons ?

Toujours avec trois reportages, l'émission est effectivement passée à 16 minutes. Mais pour des questions d'équilibre avec l'information de France 2 - l'idée était de ne pas mettre de l'info face à l'info sur deux chaînes de France Télévision -, on a changé trois fois de tranche horaire et j'ai proposé qu'« Avenue de l'Europe » passe le samedi après « Questions pour un champion ». Puis, malgré son succès d'audience (entre un et deux millions de téléspectateurs), le principe de proposer une information européenne, cette fois, a été remis en question. On m'a alors proposé que l'émission devienne mensuelle, fasse 53 minutes et soit diffusée après le Soir 3. L'actualité, dense sur le plan européen, a permis à ce nouveau format de prouver son utilité. En 2015, « Avenue de l'Europe » a été la première émission à recevoir Bernard Cazeneuve (alors ministre de l'Intérieur, ndlr) pour s'exprimer sur la question migratoire, puis ce sont François Hollande (alors président de la République, ndlr) et Alexis Tsipras (alors Premier ministre grec, ndlr) qui ont participé à l'émission pour parler du rôle du Conseil européen dans la crise grecque. Mais en 2019, nouvelle remise en question, plus générale cette fois : le projet de Delphine Ernotte, présidente de France Télévision, était de supprimer toute l'information sur France 3. C'était une grosse erreur de vouloir arrêter l'information, notamment européenne, sur cette chaîne quand on sait à quel point le rôle de l'UE est déterminant dans les régions. Au bout du compte, le 19-20 a quand même été conservé pour des raisons publicitaires et « Avenue de l'Europe » a été remplacée par « Nous les Européens ». Mais elle est aujourd'hui diffusée sur France 2 après minuit et sur France 3 le dimanche matin !

L'histoire de cette émission montre à quel point il n'est pas évident pour les médias de faire de l'information européenne...

Pour les médias audiovisuels surtout. A part Marianne, la presse écrite consacre plus de place que la radio et la télé à l'information européenne, notamment la presse quotidienne comme Le Monde, le Figaro ou Libération. D'ailleurs Sonia Delesalle, une journaliste de Libération, a reçu l'année dernière le Prix Louise-Weiss du journalisme européen. Il faut malgré tout reconnaître que pour faire un reportage à la télé, cela coûte plus cher puisqu'il faut envoyer une équipe de deux ou trois personnes. En revanche, je ne trouve pas normal que le discours d'Ursula von der Leyen sur l'état de l'Union européenne n'ait pas été diffusé en direct sur France Info alors que cela ne coûtait rien.

Au-delà des frais que cela peut occasionner, comment peut-on expliquer ce désintérêt pour l'information européenne ?

C'est d'abord un problème d'éducation. Il n'y a rien à l'école sur l'Europe. Selon moi, c'est parce que pour les enseignants : Europe = libéralisme. Pour eux l'Europe c'est politique. Donc ils ne savent pas comment aborder ces sujets, les expliquer, dire ce qui est intéressant. Parler d'Europe, c'est souvent faire une présentation juridique des directives et ça, ça casse les pieds. Même dans les écoles de journalisme, on parle très peu d'Europe. C'est la raison pour laquelle on a créé, avec quelques confrères, les masters class « Trait d'Union ». Le principe est simple : on prend un sujet un peu sexy et avec

un invité, un député européen par exemple, on fait du concret. En un an, on a réussi à en vendre dans toutes les grandes écoles de journalisme. Je considère qu'il faut aussi saluer le travail de la fondation Hippocrène, qui a d'ailleurs aidé « Trait d'Union », car elle récompense, à tous les niveaux de la scolarité, des actions et des projets autour de l'Europe.

Que faire pour que les Français se sentent enfin européens ?

C'est Catherine Lalumière (femme politique française ; elle a, entre autres, été députée, ministre et vice-présidente du Parlement européen, ndlr) qui, un jour, m'a donné la réponse à cette question : « Au XIX^e siècle, les enfants ne naissaient pas républicains. Ils le sont devenus grâce aux enseignants, les hussards de la République ». C'est ça qu'il faut. Là encore, ça passe par l'éducation et donc par les enseignants. C'est vital.

Pourquoi vous êtes-vous autant intéressée à l'Europe durant votre carrière ?

D'abord parce que je suis économiste et si on veut faire de l'information économique, on est obligé de s'intéresser à l'Europe ; que l'on aborde la PAC (politique agricole commune, ndlr), les montants compensatoires, l'euro ou le budget. Il a donc fallu que je creuse à Bruxelles où beaucoup de sujets sont négociés. Ça tombait bien parce que l'information dont on a besoin y était plus accessible qu'à Bercy : à Bruxelles tous les documents étaient disponibles en version française et on pouvait obtenir tous les téléphones directs des gens importants. Ensuite, j'ai eu l'idée de faire du benchmarking (procédures de recherche et d'analyse comparative de la concurrence pour une entreprise ; ici il s'agit de comparer les politiques ou les pratiques des différents pays européens sur un sujet, ndlr) pour voir quels pays faisaient mieux que nous et s'il était possible de les imiter. C'était passionnant. Enfin, alors que tous mes confrères voulaient aller en Asie, comme j'aime faire ce que les autres ne font pas, je préférais aller en Europe.

Peut-on dire que cet intérêt « professionnel » pour l'Europe s'est transformé en passion ?

Si j'avais été plus libre, que ce que je suis encore aujourd'hui, j'aurais postulé pour être députée européenne, comme l'ont fait de nombreux journalistes en Europe. Mais mes activités « européennes » sont nombreuses puisque je suis présidente de l'association des journalistes européens, du prix Louise-Weiss qui récompense un sujet consacré à l'Europe et de « Citoyenne pour l'Europe », une association orientée autour de la connaissance et de la culture européenne.

L'union européenne est régulièrement confrontée à des crises très sérieuses ; je pense notamment à la remise en question de l'Etat de droit par certains pays comme la Hongrie. Sera-t-elle capable de maintenir ses valeurs fondamentales ?

Si elle le décide oui. Mais concernant la Hongrie, je pense qu'on analyse mal la situation parce qu'on ne la connaît pas bien. C'est un pays qui n'a pas connu la démocratie, qui a vécu en autarcie -sa population n'avait jamais vu un Noir ou un musulman-. C'est un pays qui a été un empire, collé à la Russie. A l'époque de la guerre froide, le commerce extérieur de la Hongrie était destiné pour moitié à l'URSS et pour moitié à l'Occident. Elle ménageait la chèvre et le chou. Elle fait toujours comme ça aujourd'hui. Par ailleurs, je pense qu'en 2004, on a intégré trop vite ces pays de l'Est et ceci sans saluer correctement leur venue. Claudie Haigneré, à l'époque ministre déléguée aux affaires européennes, avait proposé à Bertrand Delanoë (ancien maire de Paris, ndlr) de mettre en bleu la Tour Eiffel, comme il l'avait fait (en rouge) pour la venue du dirigeant chinois. Il a refusé. Et Jacques Chirac (ancien président de la République, ndlr) ne s'est même pas déplacé ! Par contre on (les pays occidentaux) a racheté des pans entiers de son industrie. Il faut donc essayer de la comprendre. Il faut être ferme mais je ne suis pas favorable à ce qu'on la montre toujours du doigt. Et, de la même façon, aujourd'hui je ne suis pas favorable à l'intégration de l'Ukraine à l'UE sans passer par certaines étapes. Car c'est un pays corrompu, qui n'a pas vraiment d'Etat de droit non plus. Rappelons-nous qu'en 2004 nous avons aussi accepté Chypre, toujours à moitié en guerre, et Malte, un des pays les plus corrompus où on a assassiné une journaliste.

A la présidentielle française de 2022, certains candidats de partis extrêmes ont critiqué ouvertement la relation franco-allemande. Si celle-ci devait être remise en question, qu'advierait-il de l'UE ?

Je pense que si cette relation devait s'arrêter, l'Union européenne n'y survivrait tout simplement pas. Car c'est la base.

Propos recueillis par Dominique Villars



Maison de l'Europe
Rennes - Haute Bretagne



EUROPE DIRECT
Rennes - Bretagne



La Maison de l'Europe de Rennes et
Haute Bretagne - Europe Direct
10, place du Parlement de Bretagne
35000 RENNES
contact@maison-europe-rennes.org



Cet e-mail a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}
Vous avez reçu cet email car vous vous êtes inscrit sur La Maison de l'Europe de
Rennes et Haute-Bretagne.

[Se désinscrire](#)

Envoyé par
 sendinblue

© 2021 La Maison de l'Europe de Rennes et Haute-Bretagne